

s'aperçoit que sa seule préoccupation a été de réviser sa politique. Pour ce faire, il engage des commissaires-enquêteurs qui révisent la politique des divers services et des divers ministères, ce qui aboutit à la publication d'un Livre blanc. Et l'on sait à quel rythme ces commissions d'étude et ces Commissions royales d'enquête, ces plans et ces «rataplans» de réorganisation se sont multipliés.

Or, aujourd'hui, avec beaucoup de retentissement et à grand renfort de publicité, le gouvernement présente un bill du genre «package deal», comprenant plus de 12 propositions totalement différentes et se rattachant, selon l'appendice, à plus de 15 lois différentes. Les députés devront se prononcer pour ou contre l'ensemble du bill, comme si ce projet de loi était ou devait être l'outil servant à sauver la nation des problèmes qui la confrontent.

Ce bill vise à la création d'un ministère de l'Environnement, à faire des petits changements au sein du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, à créer des départements, à mettre à leur tête des ministres d'État à qui on donnera, en plus de leur salaire habituel, \$15,000 par année.

Si on en continue la lecture, on voit qu'on veut avoir autant de secrétaires parlementaires qu'il y a de ministères, et qu'on veut rétablir le ministère des Postes,—que cinq ministres ont dirigé depuis dix ans—qu'on veut augmenter des pensions, et ce alors qu'on écrase les personnes âgées du Canada et qu'on dit à celles qui sont en chômage: Crevez de faim, serrez-vous la ceinture, attendez d'avoir atteint l'âge de 65 ans pour toucher votre pension.

Monsieur l'Orateur, je dis que ce bill est non seulement révoltant, mais qu'il démontre jusqu'à quel point le gouvernement, au lieu d'aller dans le sens véritable d'une société juste, se dirige vers l'établissement d'une société où il fait profiter des deniers publics une classe privilégiée, un certain nombre de fonctionnaires bien «collés» au pouvoir, bien «sucoux», au détriment du public.

Ce bill devient l'atout ou l'arme favorite du gouvernement pour récompenser certains sympathisants qui deviennent ou bien des nuisances ou bien trop vieux.

Monsieur l'Orateur, c'est une façon comme une autre d'empêcher ces hommes de faire leur devoir et de les faire marcher, avec la promesse d'obtenir un «suçon» ou deux.

En fin de compte, que va changer ce bill? On dit d'abord qu'on créera un ministère de l'Environnement. Ce ministère, à en croire l'honorable président du Conseil du Trésor (M. Drury), devra s'occuper de la pollution.

Or, monsieur l'Orateur, après avoir entendu son discours, j'ai lu un petit article de journal qui en dit très long et qui a paru dans le journal *La Presse* du 26 janvier 1971. Il s'intitule «Non à l'abondance pour payer le prix de la pollution».

On me permettra, pour la gouverne de mes honorables collègues, d'en citer quelques passages brefs. Voici:

«Les Canadiens devront accepter de renoncer à l'abondance pour pallier le coût de la pollution,» a lancé hier soir le président de la Banque de Montréal, M. G. Arnold Hart. Cependant, le public devra être avisé contre «l'adoption inopinée des lois malvenues».

● (9.30 p.m.)

Je poursuis la citation:

Car le problème est bien là: Tout effort de lutte contre la pollution imposera des contraintes économiques, a expliqué le

banquier qui a toutefois précisé qu'il «est bien trop facile de vouloir faire payer le coût de la lutte contre la pollution par celui qui pollue.»

Monsieur l'Orateur, y a-t-il quelque chose de plus absurde que ce que je viens de lire? Ce banquier, qui a la protection des gouvernements pour accroître ses profits démesurément, au détriment de la population canadienne, qui est capable de prêter 14 fois le dollar déposé dans sa banque, qui a profité de la protection des gouvernements et les contrôle, dit maintenant à la population canadienne, au moment où l'honorable ministre annonce la création d'un ministère de l'Environnement, que la note de la lutte à la pollution devra être payée par la population. A son tour, il répète ce que les gouvernements disent: Serrez-vous la ceinture et crevez de faim, parce que nous n'avons pas d'argent pour faire cette lutte.

Monsieur l'Orateur, ce banquier fait oublier où se situe le problème. Il le déplace complètement et dit à la population: Vous devrez, une fois de plus, payer la facture.

Il est certain que le problème de la pollution au Canada est extrêmement grave. Parce que nous avons été négligents dans le passé, nous ne pouvons en retarder la solution. Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui, grâce à la création de ce ministère, le gouvernement essaie de se faire une publicité à son profit pour obtenir des voix. Parce qu'il est malhonnête, parce qu'il joue avec les votes des gens, avec leur portefeuille, le gouvernement ne dit pas comment il assumera les frais de cette lutte.

Les représentants du gouvernement font des discours grandiloquents, ils font de la rhétorique, mais ils n'expliquent pas comment on assumera les frais de cette lutte. Au contraire, le gouvernement adopte la même politique que les banquiers qui disent: La population devra se serrer la ceinture, elle devra payer la note, crever de faim, continuer à se priver, parce que les gouvernements sont à quatre pattes devant la haute finance.

Voilà la situation la plus absurde qu'on puisse trouver dans une administration, c'est-à-dire que le gouvernement a les deux mains liées devant la haute finance et, en même temps, il amuse la population avec une supposée politique de grandeur.

Monsieur l'Orateur, on se rappellera où nous mène la politique de grandeur. Le très honorable premier ministre (M. Trudeau) nous parlait d'une lutte contre l'inflation; nous l'avons vu à la télévision, et nous l'avons entendu, avec un trémolo, dire que le seul problème, au Canada, était l'inflation.

On disait aux gens: Serrez-vous la ceinture, n'augmentez pas les salaires de plus de 6 p. 100, privez-vous. On disait aux personnes âgées qui étaient en chômage et qui n'étaient pas d'âge à toucher la pension de vieillesse: Attendez d'avoir atteint l'âge de 65 ans, privez-vous un peu, les beaux jours vont venir. On disait aux jeunes: Allez aux études, obtenez des diplômes, demain, vous aurez une société de bonheur où vous aurez votre place.

Monsieur l'Orateur, où mènent ces formules à l'emporte-pièce et cette politique de grandeur anti-inflationnaire, avec la création d'organismes comme la Commission des Prix et des Revenus, dont on leurre les gens, pataugeant dans le système et ayant pour tout souci de s'assurer des votes. Voilà qui ne règle rien. Il s'agit d'une politique de cataplasmes sur une jambe de bois, et l'on voit aujourd'hui que le résultat de la lutte contre l'inflation est maintenant un problème de chômage absolument